

Brochure n° 3063

Convention collective nationale

IDCC : 1555. – **FABRICATION ET COMMERCE DES PRODUITS
À USAGE PHARMACEUTIQUE, PARAPHARMACEUTIQUE
ET VÉTÉRINAIRE**

■ *Journal officiel* du 20 mai 2008

**Arrêté du 2 mai 2008 portant extension d'un accord et d'avenants
conclus dans le cadre de la convention collective nationale de la
fabrication et du commerce des produits à usage pharmaceu-
tique, parapharmaceutique et vétérinaire (n° 1555)**

NOR : MTST0811149A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment l'article L. 2261-15 (anciennement article L. 133-8, alinéas 1 et 3) ;

Vu l'arrêté du 20 avril 1990 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 4 octobre 2007, portant extension de la convention collective nationale de la fabrication et du commerce des produits à usage pharmaceutique, parapharmaceutique et vétérinaire du 1^{er} juin 1989 et de textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 5 du 17 décembre 1998 relatif au champ d'application de la convention collective susvisée ;

Vu l'avenant du 1^{er} mars 2007 modifiant l'accord du 3 décembre 1992 relatif au régime de prévoyance à la convention collective nationale susvisée ;

Vu l'accord du 16 octobre 2007 portant modifications de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* des 10 juillet 2007, 13 février 2008 et 8 mars 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du 22 avril 2008,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de la fabrication et du commerce des produits à usage pharmaceutique, parpharmaceutique et vétérinaire du 1^{er} juin 1989, tel que modifié par l'avenant n° 5 du 17 décembre 1998, à l'exclusion des entreprises de répartition pharmaceutique dont la fonction est définie par l'article R. 5106 du code de la santé publique, les dispositions de :

- l'avenant n° 5 du 17 décembre 1998 relatif au champ d'application de la convention collective susvisée ;
- l'avenant du 1^{er} mars 2007 modifiant l'accord du 3 décembre 1992 relatif au régime de prévoyance à la convention collective nationale susvisée ;
- l'accord du 16 octobre 2007 portant modifications de la convention collective susvisée sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 132-12-3, alinéa 1 (devenu l'article L. 2241-9), qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord et des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord et les avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mai 2008.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Les textes de l'accord et des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n°s 1999/5 (non disponible), 2007/22 et 2008/5, disponibles à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, aux prix respectifs de 7,80 € et 8 €.